



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2022

Document d'action: Programme d'appui au secteur privé pour la responsabilité sociétale des entreprises et les initiatives numériques

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui au secteur privé pour la responsabilité sociétale des entreprises et les initiatives numériques Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2022/43853 Référence opérationnelle OPSYS : ACT-61416 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui. L'action contribuera partiellement à l'atteinte des Team Europe Initiatives (TEI) Cacao Durable et Bas Carbone
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en République de Côte d'Ivoire
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) 2021-2027 - Côte d'Ivoire
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<i>La numérotation ci-après reprend l'ordre du PIP. Elle ne reflète pas l'importance opérationnelle des actions.</i> Objectif Spécifique 1.1: mettre en place un système de formation professionnelle orienté par la demande du secteur privé, afin de renforcer l'adéquation formation-emploi et d'augmenter l'employabilité de la population active (hommes, femmes et jeunes filles et garçons), y compris les populations rurales les plus fragiles et les populations discriminées (ex : en situation de handicap). Adapter la gouvernance de la formation professionnelle pour gagner en réactivité et résilience. Résultat 1.1.2 : Un système de formation professionnelle inclusive et orientée par la demande est mis en place. Objectif spécifique 2.1 : Accompagner les transformations par l'évolution du climat des affaires pour qu'il soit favorable à la création d'emplois décents, aux investissements durables et à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

	<p>Résultats :</p> <p>2.1.1 La gouvernance économique favorise les investissements durables et la création d'emplois de qualité pour les jeunes (filles et garçons) et les femmes, en accord avec les engagements de l'accord de Paris;</p> <p>2.1.2 Le climat des affaires permet à la Côte d'Ivoire et l'Union européenne de tirer le meilleur profit des accords commerciaux (Accord de partenariat économique intérimaire, APEi, & Accords de Pêche), tout en étant en ligne avec les engagements de l'accord de Paris.</p> <p>2.1.3 La Responsabilité Sociétale des Entreprises est partie intégrante du business model des entreprises.</p> <p>2.1.4 L'écosystème numérique et l'innovation locale sont renforcés d'un point de vue stratégique, juridique, réglementaire, de développement des compétences et d'accès aux financements, notamment au profit des femmes et des filles.</p> <p>Objectif spécifique 2.2 : Soutenir la transformation du système agricole et alimentaire ivoirien pour qu'il convienne aux producteurs, aux consommateurs, à l'environnement et au climat.</p> <p>Résultats</p> <p>2.2.1 Le système agricole et alimentaire ivoirien assure une production agricole durable ainsi que la sécurité et la sûreté alimentaire ;</p> <p>2.2.2 Le système de production des cultures de rente, est transformé pour s'adapter aux exigences de durabilité – environnementale, sociale et d'équité – des marchés, notamment européens.</p> <p>Objectif spécifique 2.3 : Atténuer les conséquences climatiques d'une croissance économique soutenue</p> <p>Résultats</p> <p>2.3.2 Tout en poursuivant les objectifs d'accès de tous à l'électricité, l'impact de la production électrique est atténué par le recours à des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.</p> <p>2.3.3 L'amélioration des conditions de mobilité urbaine contribue à limiter les émissions, la pollution et les temps de transport. La planification urbaine permet un développement plus durable des villes secondaires.</p> <p>Objectif spécifique 3.3 : Appuyer la transformation digitale de la Côte d'Ivoire au moyen d'une gouvernance numérique inclusive, sûre et centrée sur l'être humain tout en saisissant les opportunités d'autonomisation économique des femmes.</p> <p>Résultat 3.3.3 : Les technologies numériques sont mieux intégrées dans la prestation de services publics et privés.</p>
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
<p>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</p>	<p>Domaine prioritaire 1 – Développer le capital humain</p> <p>Secteur 1.1 : Formation professionnelle - Code CAD 113 – 30%</p> <p>Domaine prioritaire 2 – Favoriser une croissance inclusive, durable et numérique</p> <p>Secteur 2.1 – Climat des affaires, durabilité des investissements et politique RSE - Code CAD 250 – 10%</p> <p>Secteur 2.2 – Durabilité du système agricole et alimentaire - Code CAD 310 – 15%</p> <p>Secteur 2.3 – Transition bas carbone – CAD 230 – 15%</p> <p>Domaine prioritaire 3 – Etat de droit, Gouvernance, Paix et stabilité</p>

	Secteur 3.3 : Gouvernance numérique - Code CAD 220 – 30%			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement) : ODD 8 : Travail décent et croissance économique Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles : ODD 1 : Eradication de la pauvreté ODD 5 : Egalité entre les sexes ODD 7 : Energie propre et d'un coût abordable ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure ODD 10 : Inégalités réduites ODD 11 : Villes et communautés durables ODD 12 : Consommation et production responsables ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs			
8 a) Code (s) CAD	CAD 11430 - Formation professionnelle – 30 % CAD 25040 - Climat des affaires, durabilité des investissements et politique RSE – 30% CAD 31191 - Services Agricoles (Durabilité du système agricole et alimentaire) – 10 % CAD 22040 - Technologies de l'information et de la communication (TIC) – 30 %			
8 b) Principal canal de distribution @	20000 – Organisation non gouvernementales & Société civile 11004 – Autres entité publique dans le pays donneur (coopération déléguée) 610007 – Autres sociétés financières			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé : 12 700 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 10 000 000 EUR. Cette action est cofinancée conjointement par : <ul style="list-style-type: none"> - Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ) pour un montant de 700 000 EUR; - Groupe Orange Afrique et Moyen Orient pour un montant de 2 000 000 EUR. 			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Modalité du projet Gestion directe par subventions Gestion indirecte avec Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ)			

1.2 Résumé de l'Action

L'action a pour **objectif général** de contribuer à la création d'emplois décents et aux investissements durables.

Elle s'articule autour de deux **objectifs spécifiques** qui donneront lieu à deux composantes :

- Intégration de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) dans le *business model* des entreprises :** (i) en améliorant le cadre légal et réglementaire, (ii) en accompagnant les entreprises au développement et à la mise en œuvre de politiques de RSE optimales, y compris via des *business models* favorables, (iii) en renforçant les capacités des différents acteurs de la RSE.
- Amélioration de l'employabilité des jeunes dans le secteur du numérique, avec une attention particulière aux jeunes des zones rurales, aux femmes et aux filles ainsi que parmi eux, les personnes en situation de handicap:** (i) en renforçant leurs compétences professionnelles dans ce domaine, (ii) en accompagnant l'émergence d'un écosystème de l'innovation numérique structuré et efficient, (iii) en contribuant à la modernisation et à l'innovation dans certaines chaînes de valeurs agricoles et secteurs clés pour la transition bas-carbone, grâce au développement de solutions numériques².

L'action accompagnera la transformation du secteur privé ivoirien et l'évolution du climat des affaires pour qu'ils soient favorables à la création d'emplois décents et aux investissements durables, à travers l'adoption de politiques de RSE et l'intégration des innovations technologiques numériques dans le tissu entrepreneurial local.

¹ Art. 27 NDICI

² Pour ce faire, l'action s'appuiera, entre autres, sur le dispositif Orange Digital Center (ODC), initiative du Groupe Orange Moyen-Orient et Afrique, en partenariat avec le BMZ/GIZ, déjà développée dans plusieurs pays d'Afrique, y compris en Côte d'Ivoire, qui réunit dans un même lieu un ensemble de programmes gratuits et ouverts à tous, allant de la formation en passant par l'accompagnement, jusqu'à l'accélération des start-up et l'investissement dans ces dernières.

L'action permettra l'évolution des *business models* et des pratiques des entreprises ivoiriennes, afin qu'elles soient mieux préparées aux défis des marchés futurs et aux investissements européens.

L'impact de l'action sera renforcé par (i) un ciblage des chaînes de valeurs agricoles durables – notamment le cacao – et de la transition bas carbone et (ii) par l'implication aussi systématique que possible des grandes entreprises européennes volontaires.

D'autre part, l'action permettra à la fois de renforcer le capital humain de la Côte d'Ivoire dans un secteur prioritaire comme le numérique, censé accélérer la transformation économique et sociale, y compris en termes de durabilité, ainsi que l'émergence et la structuration d'acteurs. L'intérêt est, entre autres, de lancer une dynamique et de contribuer à la mise en œuvre d'un cadre vertueux en accompagnant le développement d'un certain nombre de start-up/micro, petites et moyennes entreprises (MPME) jusqu'à l'étape de la levée de fonds en vue de leur développement ultérieur.

En conséquence, l'action participera à confirmer le positionnement de l'Union européenne comme un partenaire de premier plan pour la transformation du modèle économique ivoirien sur les questions de durabilité, dans toutes ses dimensions (économiques, environnementales, sociales et inclusivité) en ligne avec le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et avec les objectifs stratégiques de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, inscrits dans le Programme Indicatif Pluriannuel.

L'action contribue aux TEI « Cacao durable » et « Bas carbone » (respectivement à hauteur de 50%) à travers le développement d'activités d'entreprises et des start-up qui seront soutenues dans ces secteurs. Les activités de ce programme sont cumulatives avec celles des programmes en appui au cacao durable et à la transition bas carbone. Par ailleurs, des synergies seront assurées avec d'autres initiatives soutenues par l'UE en Côte d'Ivoire. Dans le domaine de la formation professionnelle, il s'agira en particulier de l'action prévue sous le Programme d'Action Annuel 2021, de l'initiative VET Toolbox II et des appuis aux migrants ivoiriens retournés. Au niveau régional, les synergies seront assurées avec le flagship *Africa-Europe Digital Innovation Bridge (AEDIB)* et la TEI *Invest in Young Businesses in Africa (IYBA)*, ainsi qu'avec celles menées par les Etats membres dans l'esprit Team Europe. Enfin, l'action contribuera à l'atteinte des objectifs prioritaires de l'Union européenne poursuivis à travers le Green Deal et la Transition Juste, notamment la réduction des effets négatifs de l'empreinte écologique, économique et sociale de la consommation de l'UE au-delà de ses frontières et à la transformation des modes de production et de consommation plus responsables. L'action s'inscrit plus généralement dans les objectifs du Global Gateway et de l'Africa Investment Package de l'UE notamment ses flagships sur l'entrepreneuriat numérique, « Investing in Young Businesses in Africa », le cacao durable et la transition énergétique juste.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le contexte politique ivoirien apparaît aujourd'hui apaisé après une élection présidentielle tendue en 2020. Le dialogue politique engagé depuis décembre 2021 entre le gouvernement et les partis politiques devrait permettre de définir des règles du jeu plus consensuelles avant les élections locales et sénatoriales prévues en 2023. Régulièrement aligné sur l'UE dans les instances internationales, le pays a voté en faveur des résolutions adoptées à l'Organisation des Nations Unies (Assemblée Générale et Conseil des Droits de l'Homme) sur l'invasion russe de l'Ukraine les 2 et 3 mars 2022.

Depuis 2012, la Côte d'Ivoire enregistre de solides performances économiques (taux moyens de croissance annuelle de 8,6% sur la période 2012-2019). Elle est un des rares pays au monde à avoir conservé une croissance positive en 2021 malgré la pandémie de la COVID 19. Le Fonds Monétaire International (FMI) estime un taux de croissance de 6,5% en 2022. Le revenu réel par tête a progressé de 36,4%. L'inflation a été contenue en dessous de la norme communautaire UEMOA de 3%.

La contribution des secteurs primaire et secondaire se renforcent progressivement, passant respectivement de 18,4% et 19,5% en 2015, à 21,4% et 20,9% en 2019. Inversement, la contribution des services qui demeure la plus importante (plus de 40%) diminue de 47,8% en 2015 à 42,1% en 2020. Ces bons résultats ont permis à la Côte d'Ivoire d'améliorer son attractivité internationale : le flux d'investissements directs étrangers (IDE) est passé de 250 M€ en 2012 à 794 M€ en 2018, soit une croissance de 176% en 6 ans (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)).

Avec 28 millions d'habitants dont 65% de moins de 25 ans, la Côte d'Ivoire présente une population jeune, susceptible de nourrir le dynamisme de l'économie nationale grâce à une hausse constante de la population active et de la main d'œuvre disponible.

Malgré une croissance soutenue depuis plus de dix ans, les inégalités demeurent très importantes, ce qui génère des conflits sociaux, des migrations et signale l'existence d'importants défis en matière d'éducation et d'emploi. Selon la Banque mondiale, la part des jeunes sans emplois ni diplômes, absents de tout cursus de formation, était estimée à 34,8% en 2017 (44,2% chez les femmes et 25,4% pour les hommes). Le taux de chômage de la population générale reste relativement élevé et les emplois existants sont peu qualitatifs : en 2019, la part des emplois vulnérables était estimée à 71,2%. Plus généralement, les emplois informels représentent près de 90% des emplois (88,4% en 2017). Ces constats soulignent l'importance d'assurer des formations en adéquation avec le marché de l'emploi et de favoriser une croissance inclusive et la création d'emplois décents.

Le secteur privé

L'économie ivoirienne reste encore largement informelle, avec une part estimée à 51% du Produit intérieur brut (PIB). Le secteur privé est confronté à des problèmes structurels et de gouvernance qui restent des entraves aux investissements et à un climat des affaires plus propice. Il s'agit d'une faible prédictibilité du cadre réglementaire, d'une pression fiscale qui, bien que trop faible, étrangle les quelques entreprises qui y sont soumises, de systèmes peu transparents propices à la corruption et d'un secteur financier qui ne permet pas l'accès aux crédits.

Une première population d'une vingtaine des très grandes sociétés (dépasseaient les 300M€ de chiffre d'affaires en 2019) peut ainsi être identifiée. Elles sont en particulier actives dans l'énergie, les télécoms, la distribution et l'agro-business.

A côté d'elles existent des PME formelles. Leur effectif est incertain et on peut l'évaluer à 30 à 40 000 entreprises concentrées dans le District Autonome d'Abidjan. Les PME constituent une part massive de l'économie nationale. Elles représenteraient 98% du tissu économique formel, 20% du PIB, 12% de l'investissement national et 23% de la population active.

Un cadre institutionnel et réglementaire de la RSE à finaliser

La Vision 2030 et le PND 2021-2025 visent à créer les conditions d'une croissance durable, forte, inclusive, respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois. La protection de l'environnement est ainsi prise en compte par la Côte d'Ivoire depuis au moins les années 1990, avec la signature de 28 conventions internationales. Ces préoccupations environnementales sont ainsi prises en compte par le Code de l'Environnement, ainsi que par le Code Minier, le Code de l'Eau et le Code Forestier. Sur le plan social, la Côte d'Ivoire est membre de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) depuis 1960. Elle a ratifié à ce jour 41 conventions et 2 protocoles (dont 36 sont en vigueur, 2 conventions dénoncées et 2 instruments abrogés).

A ces textes s'ajoutent la loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable, qui définit la notion de « Responsabilité Sociétale des Organisations » (RSO) et en précise la portée et les implications pour les différentes parties prenantes. Un premier décret d'application a permis d'opérationnaliser une partie des dispositions de la loi de 2014. Toutefois un deuxième décret, en préparation depuis 2017, reste à adopter.

Des opérateurs privés très engagés susceptibles de favoriser la diffusion de la RSE

Du côté du secteur privé, la prise en compte de la RSE est déjà une réalité pour les plus grandes entreprises et les organisations qui les représentent. La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) s'est ainsi dotée d'une Commission Gouvernance, Ethique et Responsabilité Sociétale des Entreprises. De même, la Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire (EUROCHAM) a créé une Commission RSE et Développement Durable, qui capitalise les acquis du projet « S'investir, ensemble » soutenu par l'UE. En matière d'économie circulaire, le sujet du recyclage apparaît comme un champ d'action prioritaire³.

Le potentiel d'entraînement des grandes entreprises, qui sont souvent des entreprises européennes, pourrait être mis à profit pour diffuser les préoccupations de RSE dans le tissu économique ivoirien, en faisant valoir notamment auprès de leurs sous-traitants les avantages concrets d'une telle démarche, qu'il s'agisse en particulier d'optimiser leurs modèles d'affaires, ou d'accéder aux marchés des grands comptes.

³ A signaler l'Association Ivoirienne pour la Valorisation des Plastiques qui est poussée par les principales sociétés du pays et qui vise à mettre en place un dispositif de « Responsabilité Élargie des Producteurs » (REP) – pour la cogestion public-privé de la collecte et la valorisation des plastiques.

Secteur numérique et développement de l'employabilité des jeunes

La transformation numérique de la Côte d'Ivoire fait partie des priorités identifiées dans le cadre de la Vision 2030 et du PND 2021-2025. L'ambition des autorités ivoiriennes est de faire du pays « le hub régional en matière de transformation digitale » et une « Start-up Nation ». Pour ce faire, un programme de développement du numérique a été initié depuis quelques années et trois documents de stratégie ont été adoptés fin 2021 pour mieux structurer et concrétiser ces ambitions (Stratégie Nationale de Développement du Numérique à l'horizon 2025, Stratégie de cybersécurité, Stratégie d'Innovation).

L'économie numérique connaît en Côte d'Ivoire une progression rapide. Selon les autorités ivoiriennes, le secteur des services des télécommunications a généré un chiffre d'affaires total d'environ 1 139 milliards de francs CFA en 2021 (environ 1,7 milliards d'euros), représentant 3% du PIB. Elle est aussi un domaine à fort potentiel d'emplois. Elle fournit actuellement environ 3 000 emplois directs et plus de 100 000 emplois indirects (estimation) dans divers secteurs, tels que l'administration, l'agriculture, la santé, le transport, l'éducation, les banques et le secteur financier. C'est dans cette perspective que la Banque Mondiale et la Société Financière Internationale estiment que d'ici 2030, la main d'œuvre en Côte d'Ivoire nécessitera d'environ 5 millions de travailleurs possédant des compétences numériques dans divers secteurs de l'économie. Actuellement on ne compterait en Côte d'Ivoire que 10 000 développeurs professionnels (Google/Accenture 2020).

Selon un diagnostic de la Banque mondiale (2021), le contexte en Côte d'Ivoire est de plus en plus favorable à l'entrepreneuriat numérique avec une population jeune, une croissance dynamique capable d'attirer des investissements, une hausse de la pénétration des technologies et la naissance d'un écosystème d'innovation (incubateurs, etc.). L'existence d'opérateurs privés de premier plan (pour certains européens) constitue aussi un atout important. Cependant, afin de pouvoir exploiter pleinement les gains offerts par le numérique, certains défis restent à relever notamment en matière d'infrastructure, de plateformes, de services financiers, d'entrepreneuriat et de compétences. Des marges d'amélioration existent aussi en termes d'inclusivité et cela sous plusieurs angles. Par exemple, le nombre de foyers avec un accès internet en zone urbaine est à 17%, en zone rurale à 7% et le nombre de foyers disposant d'un ordinateur est à seulement 12% (Union internationale des télécommunications, UIT, 2019). Le coût d'accès à internet (fixe et mobile) reste aussi élevé, au-delà du 2% du PIB par habitant prévu par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT 2021). En matière d'égalité de **genre**, on relève que les filles et les femmes occupent une part encore minoritaire (de 31% en 2013 à 36% en 2016) des emplois dans le secteur du numérique. Elles restent aussi sous-représentées pour l'accès à Internet (56,6% pour les hommes et 36,4% pour les femmes) et à la formation. Dans le domaine des start-up, les entreprises numériques dirigées par des femmes sont encore rares.

Deux points d'applications : les chaînes de valeurs agricoles (cacao) et la transition bas-carbone

La Côte d'Ivoire est le plus grand producteur mondial de fèves de cacao avec une part de marché d'environ 45% et une production estimée à 2.1 millions de tonnes en 2019-2020. La filière est depuis 60 ans le principal moteur de la croissance économique de la Côte d'Ivoire, représentant 15% du PIB et 40% des exportations et est une source importante d'emplois directs et indirects.

Les autorités ivoiriennes sont conscientes du potentiel du numérique pour l'agriculture et ont l'ambition explicite « d'opérer une introduction massive des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le secteur agricole ». Dans la filière du cacao, des actions de promotion du numérique menées depuis 2015 ont déjà permis des résultats satisfaisants, en matière de numérisation de la chaîne de valeur et de recours à des Services Financiers Numériques.

La question de la transition verte constitue un enjeu fort et une bonne part des solutions envisageables, y compris celles offertes par le numérique, a une portée qui va bien au-delà du périmètre des filières agricoles. Il s'agit notamment des questions d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de villes et de transport durables pour les populations, ainsi que d'économie circulaire. La diffusion des préoccupations de RSE dans le secteur privé ivoirien aidera à susciter des évolutions positives, tout particulièrement au regard du potentiel que représente l'évolution du *business model* des entreprises ainsi que de leur modernisation et leur capacité d'innovation.

Ainsi, l'action a pour ambition de contribuer aux TEI « Cacao Durable » et « Bas carbone » par l'appui à des évolutions du cadre réglementaire et légal, en débloquent la possibilité de mobiliser des financements adaptés, en mobilisant les autres leviers que constituent les savoir-faire européens (en matière de TIC notamment) et la puissance des grandes entreprises européennes en Côte d'Ivoire (que fédère EUROCHAM), mais aussi en

valorisant au mieux les synergies entre les programmes et projets existants des TEI « Cacao Durable » et « Bas Carbone ».

2.2 Analyse des problèmes

Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

La RSE est un sujet émergent en Côte d'Ivoire. Il a été introduit principalement via l'insertion de la Côte d'Ivoire dans les grandes chaînes de valeurs mondialisées et, avant tout dans celle du cacao pour laquelle l'évolution des conditions d'accès au marché européen, avec notamment la proposition de règlement européen sur la lutte contre la déforestation⁴ et la directive «Corporate Sustainability Due Diligence» (CSDD)⁵ qui ont conduit à une transformation structurelle de la filière.

Bien qu'en Côte d'Ivoire la RSE conserve une forte dimension caritative, elle commence à évoluer dans le sens d'une intégration des concepts au modèle d'affaire d'entreprises de plus en plus nombreuses. Les entreprises commencent à s'intéresser à cet outil pour ce qu'il doit être, à savoir : un avantage comparatif à développer, pour attirer ou retenir des employés, optimiser les procès de l'entreprise (en matière énergétique, de recyclage, etc.), pour le faire valoir dans les offres commerciales. Depuis, le thème de la RSE commence à se diffuser auprès du public beaucoup plus large des petites et moyennes entreprises (PME).

Pour autant, la RSE en Côte d'Ivoire ne dispose pas d'un cadre législatif et réglementaire suffisamment clair et engageant pour lui permettre de s'adapter dans les années à venir, pour les marchés internationaux comme pour le marché national. Les facteurs incitants à la RSE demeurent très orientés autour des questions fiscales, mais ne prennent pas suffisamment en compte comment valoriser ces démarches, dans le cadre des marchés publics ou du développement de standards.

Le besoin de formaliser le concept de RSE et d'en trouver une déclinaison adaptée au contexte ivoirien est clair : cela passe d'une part par l'action des pouvoirs publics, mais aussi par l'encouragement de l'auto-organisation du secteur privé. Dans cette perspective, la définition d'un Label RSE semble très utile, pour attester du respect de critères précis et réalistes par les différents types d'entreprises, à savoir les grands groupes avant tout, mais aussi et surtout les PME ivoiriennes.

L'accès au financement pour soutenir le développement des entreprises représente également un obstacle pour la prise en compte de la RSE par les entreprises en Côte d'Ivoire. Les établissements financiers se concentrent surtout sur les investissements à la rentabilité à court terme, ne privilégient que peu le soutien dans la durée aux entreprises, et a fortiori font peu de cas de projets d'entreprises incluant les dimensions RSE. Par ailleurs, inclure la RSE dans une politique, puis dans des stratégies opérationnelles avant de la décliner au moyen de financement, nécessite des capacités techniques dont bien souvent les établissements financiers ne disposent pas. Enfin, une fois le financement obtenu, un suivi au long cours est le bien souvent nécessaire pour garantir la pleine mise en œuvre des actions et pouvoir ainsi s'assurer du retour sur investissement.

Compétences numériques

Si la Côte d'Ivoire fait partie des rares pays africains à entreprendre d'intégrer la formation numérique à ses cursus scolaires, les besoins restent importants : à l'horizon 2030, 35 à 45% des emplois ivoiriens devraient recquérir des compétences numériques, impliquant d'y former 5 à 6 millions de personnes (Société financière internationale, SFI, 2021), avant tout à des compétences numériques de base (70% du total des besoins). En réponse, il semble pertinent d'encourager une adaptation de l'offre de formation tenant étroitement compte des besoins du secteur privé, y compris sous la forme de formations intensives courtes, d'un coût accessible au plus grand nombre.

Entrepreneuriat numérique

L'entrepreneuriat et l'innovation représentent des gisements importants de croissance et de création d'emplois décents. Si un entrepreneuriat numérique ivoirien est en train d'émerger, il est confronté à des défis spécifiques, comme par exemple⁶ : (i) la faiblesse de la culture entrepreneuriale, de la formation et de l'accompagnement, (ii) l'étroitesse du marché ivoirien, (iii) l'inadéquation des financements, notamment en fonds de pré-amorçage ou

⁴ Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union ainsi qu'à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et abrogeant le règlement (UE) n° 995/2010.

⁵ Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on Corporate Sustainability Due Diligence and amending Directive (EU) 2019/1937.

⁶ Source : Banque Mondiale, 2021.

amorçage (en 2018, les start-ups ivoiriennes n'avaient mobilisé que 1M\$ en capital-risque, contre 348M\$ au Kenya ou 22M\$ au Sénégal) et (iv) le besoin d'améliorer le cadre institutionnel, réglementaire et fiscal (un Start-up Act est en cours d'élaboration depuis bientôt deux ans). A ceci se rajoutent la disparité territoriale, les coûts élevés et la pénétration limitée de l'internet, la faible adoption de la technologie et des plateformes numériques au-delà des transactions bancaires mobiles et de l'argent mobile et l'insuffisance de compétences numériques, en particulier celles qui contribuent à créer de la valeur dans les industries émergentes et traditionnelles.

En ciblant plusieurs de ces contraintes, l'action vise ainsi à accompagner la montée en puissance de l'entrepreneuriat numérique en Côte d'Ivoire, avec l'ambition de faire du pays le hub sous régional qu'il aspire à être.

Chaînes de valeurs agricoles et transition bas-carbone

Les défis auxquels est confrontée la filière cacaoyère ivoirienne sont nombreux et concernent peu ou prou l'ensemble des filières agricoles : la déforestation, la préservation de la biodiversité, la résilience au changement climatique et la protection/préservation des sols ; des infrastructures inadaptées ; la professionnalisation et la structuration insuffisantes des producteurs (seuls 20 à 30% des cultivateurs sont regroupés en organisations) et autres acteurs de la chaîne de valeur ; la persistance du travail des enfants. Le développement de la RSE dans ce secteur contribuera à adresser ces défis.

Communs aux filières agricoles et aux secteurs clés pour une transition verte sont d'ailleurs le faible niveau de digitalisation et une utilisation sous-optimale des outils numériques existants. Alors que la modernisation de ces secteurs est un impératif pour l'amélioration de la qualité, de la traçabilité, pour une meilleure efficacité des processus productifs ou pour une plus vaste commercialisation des produits et, in fine, pour une plus forte durabilité, y compris environnementale (ex. transition verte et numérique). Si les innovations sont le fait d'acteurs techniques/technologiques privés ou institutionnels, elles le sont surtout de start-up et MPME qui se heurtent aux défis évoqués ci-dessus.

Si les premiers de ces défis sont ciblés par la TEI Cacao Durable et les autres initiatives des autorités et des Partenaires techniques et financiers (PTF), l'action complètera cet appui en aidant à mobiliser le potentiel du numérique au service de la filière et, par extension, des autres grandes filières agricoles. Ceci avec d'autant plus d'impact que pourront être mobilisées les grandes entreprises du secteur, qui seront des vecteurs privilégiés de diffusion des innovations technologiques.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

- **Les autorités de Côte d'Ivoire (détenteurs d'obligations) :** (i) la Primature, qui assure la coordination des dossiers liés au développement durable et (ii) les ministères techniques concernés, notamment les ministères de l'Agriculture et du Développement rural; du Commerce et de l'Industrie; des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel; de la Communication et de l'Economie numérique ; de l'Assainissement et de la Salubrité; et le ministère de l'Environnement et du Développement durable. (iii) L'action encouragera un dialogue public-privé sur la RSE et contribuera au dialogue public-privé en matière de numérique, en mobilisant le Cadre de Concertation Etat-Secteur privé (CCESP) et la Commission Nationale du Développement Durable (CNDD). L'action valorisera également les initiatives PPP (Partenariats Public-Privé).
- **Les bailleurs de fonds / Institutions de financement:** Les efforts de concertation entre PTF et avec le secteur privé sur des sujets proches de la RSE (par exemple ceux en cours sur l'Economie circulaire) ainsi que de l'économie numérique pour valoriser au mieux les synergies et les effets de levier potentiels.
- **Le secteur privé:** le secteur privé formel ivoirien se compose d'une écrasante majorité de PME, d'un nombre restreint de grandes entreprises nationales et d'un effectif réduit mais très important de grandes entreprises internationales, souvent européennes. Si la plupart de ces dernières travaillent dans le respect de standards internationaux, les grandes entreprises ivoiriennes constituent une population hétérogène, tant au regard de la transition numérique que de la transition vers la RSE. Les PME restent largement étrangères à ces évolutions: les plus structurées d'entre elles pourraient utilement être accompagnées dans le sens d'un développement responsable, tout particulièrement en lien avec les grandes entreprises européennes.
- **Les organisations du secteur privé:** La Confédération Générale des Grandes Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) représente des entreprises de toutes tailles et tous secteurs. Elle dispose de commissions dédiées à la Gouvernance, Ethique et RSE (GERSE) et à l'Economie Numérique et l'Entreprise Digitale (CENED). EUROCHAM, le Club Français des Affaires en Côte d'Ivoire (CFACI) et la CCI Libanaise en Côte d'Ivoire, les clubs dédiés à un secteur (French Tech, Club Abidjan Ville Durable, etc.) sont d'autres relais importants,

y compris pour le Dialogue Public-Privé (DPP). L'écosystème entrepreneurial est enfin complété par plusieurs Organisations d'appui à l'entrepreneuriat (OAE) qui peuvent se présenter sous la forme d'espaces de travail collaboratif, d'incubateurs, d'accélérateurs, etc. Une d'entre elles a été créée à l'initiative du Gouvernement (Fondation Jeunesse Numérique) alors que les opérateurs téléphoniques sont souvent les chefs de file dans la participation des entreprises à l'espace technologique.

- **Les acteurs privés dans les filières agricoles et de la transition verte** : ce sont entre autres les coopératives, les entreprises locales et internationales, les transporteurs et les transformateurs.
- **Les représentants des titulaires de droits: La société civile** souvent en partenariat avec le secteur privé, ces associations – telle que l'Association Ivoirienne de Valorisation des Déchets Plastiques (AIVP) – peuvent être un relai très intéressant pour la sensibilisation et l'action en milieu communautaire sur ces questions.
- **Le milieu de la recherche scientifique et de l'innovation** : Des équipes de recherches des universités ivoiriennes s'intéressent de plus en plus, avec le soutien de l'Union européenne, à la question de l'économie circulaire. Quoique leurs capacités effectives soient à préciser, ces acteurs constituent un maillon essentiel dans le développement de solutions techniques adaptés aux contextes sociétaux ainsi qu'à ceux des entreprises.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de **contribuer à la création d'emploi décent et aux investissements durables.**

Les objectifs spécifiques (outcome) de cette action sont :

1. Les conditions pour l'appropriation de la RSE par le secteur privé ivoirien sont améliorées, ce qui permettra d'accroître les progrès en matière de durabilité environnementale, sociale et économique ;
2. L'employabilité des jeunes dans le secteur du numérique est améliorée, avec une attention particulière aux jeunes des zones rurales, aux femmes et aux filles ainsi qu'aux personnes en situation de handicap parmi eux.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (output) correspondants sont les suivants :

P.1.1 : Le cadre légal et réglementaire est favorable à la RSE.

P.1.2 : La structuration des organisations du secteur privé autour de la RSE est renforcée.

P.1.3 : Les opportunités pour le financement des initiatives RSE des MPMEs sont accrues. P.2.1 : Les compétences professionnelles des jeunes et des femmes dans le secteur du numérique sont améliorées.

P.2.2 : Des start-up/MPMEs numériques solides sont créées ou renforcées.

P.2.3 : Les capacités des start-up/MPME à développer et commercialiser des solutions numériques susceptibles de contribuer à la modernisation et à l'innovation des filières de l'agriculture durable, de la transition bas-carbone et de la RSE sont renforcées.

3.2 Activités indicatives

Composante RSE

Produit 1.1 : Le cadre légal et réglementaire de la RSE est favorable à la RSE

Activité 1.1.1 : un cadre de dialogue technique sur les évolutions du cadre institutionnel et réglementaire favorisant la RSE est mis en place et accompagné. Dans ce cadre, un « Package juridique de réformes prioritaires en matière de DD / RSE » sera identifié à travers aussi la réalisation d'études spécifiques (par ex. préparation d'un livre blanc sur la thématique du développement durable en entreprise). Le package juridique en ligne avec la proposition de règlement européen sur la lutte contre la déforestation⁷, ainsi que sur la directive «Corporate Sustainability Due Diligence» (CSDD)⁸, sera ensuite promu via le canal formel du Dialogue Public Privé.

⁷ Cf. note en base de page n.5.

⁸ Cf. note en base de page n.6.

Produit 1.2 : La structuration des organisations du secteur privé autour de la RSE est renforcée

Activité 1.2.1 : Une boîte à outils de la RSE est développée et mise à disposition des entreprises. Une concertation et une coordination des principales Organisations du Secteur Privé (OSP) sur l'identification d'un paquet de réformes prioritaires en matière de RSE sera encouragée. La création et la visibilité d'un « réseau du secteur privé pour la RSE en Côte d'Ivoire » sera appuyé afin de renforcer la structuration des OSP autour de la RSE. Une base de ressources dédiées à la RSE sera créée et rendue disponible à travers une plateforme numérique.

Activité 1.2.2 : Développement d'un parcours de formation pour les entreprises s'engageant dans les démarches RSE. Un circuit de formation – initiale et continue – à travers les outils numériques, à l'endroit des employés comme des cadres d'entreprises, sera développé. Une campagne de sensibilisation à la RSE en direction des collaborateurs des entreprises (dirigeants – cadres – employés), en mobilisant le potentiel des TIC sera engagée.

Activité 1.2.3 : Un label RSE Côte d'Ivoire est développée et promu conjointement par les organisations du secteur privé et les institutions ivoiriennes. Il s'agira d'abord d'élaborer et adopter une charte de la RSE et d'un processus de labélisation RSE pour le secteur privé ivoirien. Des appuis seront déployés pour la labélisation des entreprises ivoiriennes prestataires et sous-traitant des grandes entreprises. Un recensement des entreprises engagées dans la RSE sera réalisé et diffusée.

Activité 1.2.4 : diffusion des bonnes pratiques de RSE des entreprises. La médiatisation de ces démarches et des avancées obtenues sera assurée, une nouvelle édition enrichie du guide « Cap sur la RSE » sera réalisée. Une campagne de sensibilisation à la RSE en direction du grand public, en ciblant en particulier les jeunes générations et en mobilisant le potentiel des TIC sera engagée. Des « entreprises ambassadrices » seront identifiées et mobilisées pour diffuser la culture RSE.

Activité 1.2.5 : La mutualisation des actions sociales / RSE entre entreprises sera soutenue à travers une démarche pilote de Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) dans la filière plastique. A cette fin une assistance technique pour appuyer l'AIVP dans ses travaux de promotion de la REP dans la filière Plastique sera mobilisée.

Produit 1.3 : Les opportunités pour le financement d'initiatives RSE des MPMEs sont accrues

Activité 1.3.1 : Un accompagnement technique des entreprises au développement et à la mise en œuvre de politiques de RSE est mis en place. Les entreprises seront accompagnées dans l'élaboration d'une politique et d'un plan d'action RSE ayant pour objectif l'obtention du Label « RSE Côte d'Ivoire » y compris la préparation d'un dossier de financement.

Activité 1.3.2 : Création d'un mécanisme de soutien financier aux entreprises ayant intégré ou souhaitant intégrer la RSE dans leur *business model*. Les outils d'administration du fonds seront développés ainsi que les critères de financement à travers des « subventions remboursables » qui permettront entre autres : (i) de responsabiliser chaque entreprise bénéficiaire dans l'utilisation de ce financement (le financement devra en effet créer de la valeur qui permettra de le rembourser) ; (ii) d'optimiser l'impact du projet grâce au recyclage des fonds remboursés par les entreprises.

Activité 1.3.3 : Mise en place un dispositif d'accompagnement « post financement » qui devra aider l'entreprise dans l'atteinte des objectifs visés par le financement, soit l'intégration des mesures RSE.

Composante numérique

Produit 2.1 : Les compétences professionnelles des jeunes dans le domaine du numérique sont améliorées.

Activité 2.1.1 : Formation des jeunes aux compétences et à certains métiers numériques sur base des besoins des différents groupes cibles identifiés dans les zones de mise en œuvre et en lien aussi avec les besoins exprimés par les interlocuteurs du secteur privé. Les formations se feront tant à Abidjan via l'Ecole du Code et le FabLab de l'Orange Digital Centre (ODC) qu'en région à travers les Orange Digital Center Clubs de Bouaké et de Yamoussoukro (ouverture de ce dernier prévue au deuxième semestre 2022).

Activité 2.1.2 : Création d'autres ODC Clubs sur base d'un modèle triptyque : i) centre de formation au digital ; ii) au sein d'une université / Grandes écoles disposant de filières en agroforesterie et /ou en environnement ; iii) dans une région de production agricole ou avec des initiatives phares en matière de transition bas-carbone.

Activité 2.1.3 : Formation des femmes et des filles pour accompagner et favoriser leur autonomisation dans le domaine du numérique et celui de la gestion financière en s'appuyant, entre autres, sur l'initiative « Maison

Digitale » de la Fondation Orange lancée en 2016 afin de promouvoir l'inclusion numérique et de favoriser l'insertion professionnelle des femmes.

Activité 2.1.4 : Formation des développeurs de solutions technologiques ainsi que les utilisateurs de solutions numériques, y compris les décideurs au niveau des entreprises et des politiques sur la façon d'intégrer des innovations technologiques durables dans les différentes chaînes de valeur (en lien avec les activités du produit 2.3), avec une attention particulière pour les femmes.

Activité 2.1.5 : Formation numérique de base aux membres de coopératives et aux cultivateurs (digital literacy), en lien avec les activités du produit 2.3.

Activité 2.1.6 : Soutien aux programmes de placement à l'emploi et formation professionnelle officielle p.ex. bourses d'emploi, stages et apprentissages.

Produit 2.2 : Des start-up/MPMEs numériques solides sont créées ou renforcées.

Activité 2.2.1 : En s'appuyant sur le programme d'incubateur/accélérateur OrangeFab, accompagnement et avis/conseil technique visant différentes typologies d'entreprises, de manière à pouvoir couvrir différentes maturités : start-up naissantes (incubation), start-up de plus de 3 ans (accélération) ; différents secteurs d'activité ; différentes localisations géographiques.

Activité 2.2.2 : Appels à projets à « large bande », afin de recruter des start-up/MPMEs dans les domaines de la transition verte, de la transition juste et de l'agriculture durable. Une attention particulière sera réservée à l'intégration de la RSE au business model des entreprises. Les femmes seront encouragées à soumissionner.

Activité 2.2.3 : Appui financier aux start-up (en lien avec activités 2.2.1 et 2.2.2), notamment celles de plus de 3 ans en phase d'accélération.

Activité 2.2.4 : Mise en relation (pitching ; roadshows, etc.) avec des grandes comptes ou d'autres acteurs financiers (ex. fonds d'impact, fonds de venture capital, y compris ceux déjà appuyés par l'UE) pour faciliter la recherche de financements et de prise de participation (en lien aussi avec les activités du produit 2.3).

Activité 2.2.5 : Partage des expériences pratiques et concrètes d'accompagnement des start-up dans des fora d'échange avec les acteurs publics concernés afin de contribuer aux réflexions autour des réformes visant à améliorer le cadre réglementaire et l'environnement des affaires pour les start-up.

Produit 2.3 : Les capacités des start-up/MPME à développer et commercialiser des solutions numériques susceptibles de contribuer à la modernisation et à l'innovation des filières de l'agriculture durable, de la transition bas-carbone et de la RSE sont renforcées.

Activité 2.3.1 : Evaluation des maillons de la chaîne de valeur agricole / vivrier et du secteur de la transition verte, et de la transition juste, ayant le plus grand potentiel d'introduction de solutions numériques, et transformatrices du genre dans le secteur.

Activité 2.3.2 : Soutien au développement d'applications numériques sur base des besoins en innovation identifiés auprès des acteurs clés, notamment les grands comptes (ex. pour le transport, la logistique, l'optimisation du stockage, opérationnalisation des politiques RSE). Les FabLabs solidaires d'Orange pourront être mobilisés.

Activité 2.3.3 : Sur base d'une approche « innovation ouverte » (open innovation), mise en place de partenariats, à la fois techniques et financiers, entre les acteurs en charge de la recherche et de l'innovation (Universités, structures afférentes au ministères pertinentes, etc.), ainsi que les grandes entreprises intervenant dans les domaines des filières agricoles et de la transition verte et de la transition juste et les start-up/MPME proposant des solutions innovantes.

Activité 2.3.4 : Intégration des solutions technologiques dans le quotidien des acteurs (à travers des expérimentations/itérations et la formation des utilisatrices et utilisateurs).

Activité 2.3.5 : Mise en place d'un mécanisme de traçabilité et de suivi des changements d'attitude, de pratique par les acteurs des secteurs concernés.

Activité 2.3.6 : Promotion/partage d'expérience/ best practices, y compris en ce qui concerne les pratiques transformatrices en matière du genre (transformatrices du genre).

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique). Le criblage EES a conclu que aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet). L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet). L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action compte parmi ses objectifs celui de la représentation des femmes. De ce fait l'action vise à recruter à minima 35% de femmes à travers les différentes activités du programme.

Au-delà de ça, le programme, à travers l'ambition qu'il porte sur la responsabilité sociétale des entreprises, accordera une attention particulière aux notions d'inclusivité (des femmes, des filles et des jeunes), tant dans les porteurs de projets d'entreprise accompagnés, que dans les politiques RSE élaborées et déployées par les entreprises. Par ailleurs, le label RSE élaboré tiendra compte de cette problématique et intégrera dans son cahier des charges les sujets de l'inclusion des femmes.

Pour ce qui concerne la composante numérique, les femmes et les jeunes filles seront particulièrement encouragées à participer aux activités proposées, dont certaines leur seront spécifiquement dédiées. Il s'agit notamment du renforcement des compétences, l'accès aux activités de mentorat à l'échelle locale et internationale, l'accès au financement, au renforcement de la viabilité et visibilité du projet entrepreneurial, l'accès à un réseau international et aux canaux de communication. Les initiatives déjà mises en place par la Fondation Orange, comme les Maisons Digitales, pourront d'ailleurs être ultérieurement exploitées afin, par exemple, d'offrir des cours ciblés aux femmes des secteurs agricole/vivrier et de la transition verte, et de la transition juste.

Droits de l'Homme

L'action visera à renforcer la prise en compte des droits de l'Homme, y compris les droits des travailleurs par les entreprises ivoiriennes, à partir des start-up accompagnées dans le cadre de la composante numérique et de celle relative à la RSE pour favoriser le respect des droits sociaux et la création d'emplois décents. Dans ce contexte, l'approche RSE se fera conformément au respect des droits économiques et sociaux des employés, des prestataires et des clients des entreprises. L'action appliquera les cinq principes opérationnels de l'approche fondée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Par ailleurs, l'action sera en ligne avec l'approche centrée sur l'humain promue par l'UE comme un des principes fondateurs de ses interventions accompagnant la transformation numérique au sein de l'Union et auprès de ses partenaires. Dans cet esprit, en s'engageant à réduire les multiples dimensions de la fracture numérique (zones rurales vs. zones urbaines ; femmes vs. hommes, etc.), elle appliquera la *Déclaration des droits et principes numériques* de l'UE, tout en y contribuant.

L'action contribuera aussi à la mise en œuvre du Plan d'action pour la jeunesse, en cours d'élaboration, notamment dans ses volets « *Investir dans une éducation et des compétences inclusives et de qualité* » et « *Une économie qui travaille aussi pour les jeunes : emploi décent des jeunes et entrepreneuriat* ».

Enfin, chaque emploi créé grâce à cette action sera conforme aux critères d'un travail décent selon l'OIT.

Invalidité / Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que même si l'action est à considérer sous le label D0, le travail général fait sur les Droits Humains au travers de cette action, pourra permettre de faire passer les messages d'inclusivité.

Plus spécifiquement, à travers le développement et le soutien de politiques et stratégie RSE pour les entreprises, un travail sur le respect des droits permettra de soutenir l'inclusivité des personnes en situation de handicap, notamment au regard du Décret n° 2018-456 du 9 mai 2018 relatif à l'emploi des personnes en situation de handicap dans le secteur privé et qui prévoit notamment que tout employeur est tenu d'employer des personnes en situation de handicap et de procéder aux aménagements nécessaires visant à faciliter l'accès de la personne en situation de handicap au milieu du travail. Par ailleurs, l'intégration et l'inclusion des personnes handicapées sera encouragée au sein des différentes activités menées (volets formation et innovation notamment).

Démocratie

Le soutien aux démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises participe du fonctionnement démocratique des sociétés où les entreprises sont des acteurs redevables vis-à-vis (i) du Gouvernement, (ii) des communautés et (iii) des citoyens. A cet effet, les politiques et stratégie RSE soutenues par le programme mettront en avant ces fonctions de l'entreprise dans une société démocratique saine et vigoureuse. En encourageant une croissance inclusive, l'action doit contribuer au renforcement de la classe moyenne ivoirienne, socle principal du soutien à la démocratie.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

En favorisant une croissance inclusive, l'action contribuera à réduire les tensions sociales, tant par l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiant d'emplois décents, que par l'amélioration des perspectives d'insertion socio-professionnelle de la jeunesse et des autres publics marginalisés.

Réduction des risques de catastrophes

L'action vise à promouvoir des solutions technologiques qui renforcent la gestion durable des écosystèmes naturels et de l'environnement en général. Par ce biais, elle contribuera indirectement à réduire le risque de catastrophes.

Autres considérations, le cas échéant

NA

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	Détérioration des conditions macroéconomiques en Côte d'Ivoire avec des effets négatifs sur le secteur privé.	Moyenne	Moyen	Intégration des meilleures pratiques en matière d'adaptation à l'inflation et d'adaptation du business model dans l'accompagnement aux entreprises et aux start-up.
1	Un environnement légal, réglementaire et institutionnel peu propice au développement de la RSE	Moyenne	Haut	Pousser à la définition et l'adoption d'un « Package juridique de réformes prioritaires en matière de DD / RSE », à travers le canal formel du DPP (CCESP). Après l'adoption, encourager les parties prenantes à une mise en place rapide et effective des dispositions et institutions liées.
1	Un environnement légal et réglementaire peu propice à l'émergence et au	Moyenne	Moyen	Pousser à l'adoption du « Start-up Act » participant activement aux fora d'échanges

	développement des start-up			et de dialogue avec les institutions nationales pertinents.
1	Une chute du prix de cacao pourrait réduire l'attractivité pour les jeunes et les start-up à s'engager dans cette filière	Moyenne	Moyen	Sensibiliser sur les opportunités offertes par les nouvelles technologies et leur application pratique dans plusieurs filières agricoles et du vivrier, ainsi que par la mise en relation avec les grandes comptes et l'appui à la commercialisation..
1	Effets négatifs d'une recrudescence de la pandémie COVID-19 sur les activités en présentiel.	Moyenne	Moyen	Mise en place éventuelle de formations et du mentorat en ligne expérimentées depuis 2020 en Côte d'Ivoire, y compris via les plateformes existantes de la GIZ et d'Orange.
3	Le secteur privé ivoirien est réticent à s'engager dans la RSE, par manque de visibilité sur les bénéfices de cette démarche volontaire.	Moyenne	Moyen	Les actions de sensibilisation et de formation prévues permettront d'informer le secteur privé sur les bénéfices à attendre d'une démarche RSE, au niveau économique et commercial ⁹ .
3, 5	Un mauvais choix des start-up/petites entreprises : risque de soutenir des entreprises non viables.	Faible	Haute	Mise en place d'entretiens approfondis avec les candidats, d'un processus de sélection éprouvé et peaufiné depuis plusieurs années avec l'implication d'experts en analyse des <i>business plans</i> des entreprises (Orange/GIZ), couplé à une interaction avec des grandes entreprises européennes (pour prioriser les start-up susceptibles d'accéder à des marchés de sous-traitance).
2, 3, 5	Non-atteinte des objectifs en termes d'égalité de genre.	Moyenne	Moyen	Intégration systématique, pour toutes les activités des deux composantes de critères encourageant la participation des femmes et des jeunes filles.

Enseignements tirés :

Composante RSE

Les premières actions de promotion de la RSE menées par EUROCHAM dans le cadre du projet « S'investir, ensemble » ont permis de confirmer la curiosité d'une large partie du secteur privé pour un sujet toutefois largement méconnu, mais aussi l'intérêt suscité par les bénéfices escomptables, une fois ceux-ci démontrés. Avec l'important travail de pédagogie et la mise en place des outils prévus par l'action, le secteur privé formel ivoirien sera conduit à prendre conscience des avantages d'une démarche RSE.

De la même manière, les autorités ivoiriennes mesurent déjà l'importance du thème de la RSE (et des thèmes connexes dont le développement durable), mais peinent à achever la mise en place d'un cadre réglementaire, légal et institutionnel adéquat. En favorisant la mise œuvre d'initiatives de succès¹⁰, la mise en place d'un tel cadre permettra de nourrir un cercle vertueux, où les bénéfices de la RSE apparaîtront de plus en plus clairement aux différentes parties prenantes.

Composante Numérique

Orange Fab, l'accélérateur/incubateur de start-up, existe depuis 8 ans. Il a permis d'accompagner avec succès une quarantaine de start-ups dans différents domaines du champ économique ivoirien. Orange a accompagné certaines start-up dans le domaine agricole dont WeFly Agri devenu Jool International dans l'utilisation des drones pour cartographie d'épandage, et Biosave qui est actif dans l'agriculture biologique.

⁹ En particulier pour ce qui relève des possibilités d'accès au marché européen suite à l'entrée en vigueur des réglementations en préparation.

¹⁰ Par exemple à travers la démarche pilote de mise en place d'un nouveau modèle d'organisation d'une filière de recyclage, via la REP dans la filière des déchets plastiques.

Concernant la formation à travers l'Orange Digital Center, plus d'un millier de personnes sont à ce jour formées avec plus de 45% de femmes. Les domaines sont variés et recouvrent des formations technologiques tels que IA/ML, développement web/mobile, etc. ; des formations métiers tels que le juridique, le marketing, etc. ; et des formations en soft skills, telles que la prise de parole.

La richesse de cette approche a ouvert à de nouveaux champs d'activités dans le domaine des industries créatives et culturelles, la mobilité, etc. et à conforter la conviction de prendre en compte l'interdépendance qui existe entre les différents secteurs d'activités.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

Composante RSE

SI un « Package juridique de réformes prioritaires en matière de développement durable / RSE » est identifié et promu par un processus de dialogue public-privé, **EN SUPPOSANT** que le Gouvernement ivoirien reste engagé à transformer l'environnement des affaires notamment à travers un cadre favorable pour la RSE ;

SI les entreprises sont suffisamment sensibilisées, correctement formées et adéquatement accompagnées pour que leurs *business model* intègrent la RSE, **EN SUPPOSANT** que les entreprises trouvent des incitatifs pour adhérer aux objectifs du programme ;

SI un instrument financier est disponible et réponds aux besoins des entreprises pour faciliter les investissements nécessaires pour intégrer la RSE, **EN SUPPOSANT** que les entreprises trouveront un intérêt à investir des ressources financières pour la démarche RSE ;

ALORS la Côte d'Ivoire disposera d'un environnement des affaires et des investissements favorables à la RSE, qui permettra la transformation du secteur privé de Côte d'Ivoire pour qu'il puisse s'adapter aux nouvelles exigences des marchés et attirer des investissements durables.

Contribuant **AINSI** à l'amélioration (i) de la compétitivité des entreprises de Côte d'Ivoire et (ii) aux conditions de vie des employés, dans le respect de la protection de l'environnement, des droits économiques et sociaux et avec une attention particulière aux femmes et aux filles.

Composante numérique

SI les compétences professionnelles des jeunes dans le domaine du numérique sont améliorées, **EN SUPPOSANT** que le Gouvernement reste engagé à soutenir le renforcement des compétences numériques des jeunes ;

SI des start-up/MPMEs numériques solides sont créées ou renforcées, **EN SUPPOSANT** que le Gouvernement reste engagé à soutenir la création ou le renforcement des start-up ;

SI les capacités des start-up/MPME à développer et commercialiser des solutions numériques susceptibles de contribuer à la modernisation et à l'innovation des filières de l'agriculture durable, de la transition bas-carbone et de la RSE sont renforcées, **EN SUPPOSANT** que le Gouvernement reste engagé à soutenir les efforts de modernisation des filières agricoles et des secteurs clés pour la transition bas-carbone et que les acteurs de l'écosystème restent intéressés à moderniser/optimiser les filières et leurs entreprises, y compris dans une perspective RSE ,

ALORS l'employabilité des jeunes, et en particulier des jeunes en zones rurales, des femmes et de filles, sera améliorée, **COMME** l'indique l'expérience positive vue jusqu'à présent dans le cadre de l'Orange Digital Center (au Sénégal : 680 jeunes formés, 350 stages et/ou (auto-) emplois ; en Tunisie : 1.500 jeunes formés, 465 stages et/ou (auto-) emplois).

Contribuant **AINSI** à l'amélioration (i) de la compétitivité des entreprises de Côte d'Ivoire et des investissements durables et (ii) à la création d'emplois décents et aux conditions de vie des employés, dans le respect de la protection de l'environnement, des droits économiques et sociaux et avec une attention particulière aux femmes et aux filles.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à la création d'emplois décents et aux investissements durables.	1 : GERF (Global Europe Results Framework) 1.11 Taux de chômage des jeunes, des femmes et des personnes à handicap 2 : Emission de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie (en Millions Teq CO2) 3 : Nombre de mesures d'adaptation réalisées dans le cadre de l'action	1 : A renseigner (*) 2 : A renseigner (*) 3 : A renseigner (*)	1 : A renseigner (*) 2 : A renseigner (*) 3 : A renseigner (*)	1 : Statistiques / enquêtes périodiques (Institut National des Statistiques). 2 : Rapports périodiques Contribution Nationale Déterminée Base de données des ODD: https://dashboards.sdgindex.org/profiles/cote-d-ivoire/indicators	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	1 : Les conditions pour l'appropriation de la RSE par le secteur privé ivoirien sont améliorées.	1.1 : Nombre d'entreprises adoptant le label RSE (désagrégué par sexe et âge du titulaire). .1 % d'entreprises accompagnées dans une démarche RSE qui intègrent la RSE dans leurs pratiques (désagrégué par sexe et âge du titulaire). 1.2 : GERF 2.6 Nombre de micro, petites et moyennes entreprises appliquant des pratiques de consommation et de production durables avec le soutien de l'UE	1.1. 0 1.2. 0	1.1 : 50 1.2 : 50	1.1 : Cahier des charges du label RSE et liste des entreprises labélisées 1.2 : Rapports périodiques d'exécution du projet	Les autorités ivoiriennes apportent leur soutien à l'appropriation de la RSE par le secteur privé en Côte d'Ivoire.
Effet direct 2	2 : L'employabilité des jeunes dans le secteur du numérique est	2.1 : GERF 2.13 Nombre d'emplois a) emplois; b) emplois verts soutenus par l'UE	2.1 : 0	2.1 : 1 000 (dont 35% de filles et de femmes) – 12/2025	2.1 Sur une base de données des personnes formées, entretiens téléphoniques avec les jeunes (deux fois durant l'Action)	Les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire restent positives et stables. Une monnaie stable et une croissance

	améliorée, avec une attention particulière aux jeunes des zones rurales, aux femmes et aux filles, et aux personnes en situation de handicap parmi eux.					importante nourrissent la capacité de placer les apprenants dans des emplois / stages ainsi que la croissance de l'écosystème des start-up. Les secteurs sont attractifs pour les jeunes à s'engager dans ces filières.
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 : Le cadre légal et réglementaire est favorable à la RSE.	1.1.1 : Statut des réformes adoptées autour de la RSE. 1.1.2 : Un cadre de dialogue est en place et se réunit régulièrement	1.1.1 : Aucune réforme entamée 1.1.2 : Aucun cadre de dialogue en place	1.1.1 : 50 % des réformes entamées a été adopté. 1.1.2 : Au moins deux réunions annuelles	1.1.1 : Rapports périodiques d'exécution du projet, PV de réunions, textes juridiques adoptés. 1.1.2 : PV des réunions, feuilles de présence, mesures d'audience	Les autorités ivoiriennes apportent leur soutien au processus de réforme.
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 : La structuration des organisations du secteur privé autour de la RSE est renforcée.	1.2.1 : Statut de la base de ressources. 1.2.2 : Nombre de bénéficiaires des actions de sensibilisation et de formation qui déclarent avoir une meilleure compréhension de la RSE et de son application (désagrégué par sexe et âge). 1.2.3 : Nombre de personnes touchées par les actions de médiatisation de la RSE (entreprises – grand public) désagrégué par sexe et âge.	1.2.1 : A créer. 1.2.2 : 0 1.2.3 : 0	1.2.1 : Base de ressources fonctionnelle. 1.2.2 : 10 000 1.2.3 : 1 million	1.2.1 : Site Internet de la base de ressources. 1.2.2 : Feuilles de présence, rapports de formation, mesures d'audience. 1.2.3 : Résultats de l'enquête d'audience 1.2.3 Feuilles de présence, mesures d'audience.	Le secteur privé demeure engagé dans son auto-organisation sur les sujets de RSE. Les autorités ivoiriennes adhèrent à une première expérience de REP dans la filière Plastiques.
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 : Les opportunités pour le financement des initiatives RSE des MPMEs sont accrues	1.3.1 : Nombre d'entreprises accompagnées dans leur démarche RSE (désagrégué par sexe et âge du titulaire). 1.3.2 : Nombre d'entreprises accompagnées dans leur démarche RSE et qui accède au financement de plan RSE (desagregé par sexe et âge du titulaire). 1.3.3 : % d'entreprises ayant obtenu un financement respectant les conditions de remboursement (desagregé par sexe et âge du titulaire).	1.3.1 : 0 1.3.2 : 0 1.3.3 : 0	1.3.1 : 200 1.3.2 : 100 1.3.3 : 70%	1.3.1 : Feuilles de présence, rapports d'activité. 1.3.2 : Rapports périodiques d'exécution du projet. 1.3.3 : Rapports périodiques d'exécution du projet, rapports des instituts des crédits	Le secteur privé demeure intéressé à investir ses ressources financières sur la RSE.
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 : Les compétences professionnelles des jeunes et des	2.1.1 : GERF 2.14. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'interventions d'EFP (Enseignement et formation professionnelle) /de développement des compétences en établissement ou sur le lieu de	2.1.1 : 0	2.1.1 : 3.300 (dont 35 % de filles et de	2.1.1 : Listes de présence des formations intégrées dans une base de données unifié ; entretiens avec	Le Gouvernement reste engagé à soutenir le renforcement des

	femmes dans le secteur du numérique sont améliorées.	travail soutenues par l'UE : (b) uniquement l'EFP/le développement des compétences pour la numérisation .		femmes) jeunes - 12/2025	un échantillon des personnes formées	compétences numériques des jeunes
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 : Des start-up/MPMEs numériques solides sont créées ou renforcées.	2.2.1 : Nombre de start-up/MPMEs créées ou développées avec le soutien de l'UE, ventilés par sexe (du fondateur/de l'entrepreneur). 2.2.2 : Nombre de jeunes entreprises ayant développé une offre de services numériques commercialisables pour améliorer la durabilité dans les secteurs privilégiés par l'action (filères agricoles, transition bas-carbone, RSE). 2.2.3 : Nombre de jeunes entreprises ayant présenté leurs services innovants au marché dans des fora appropriés	2.2.1 : 0 2.2.2 : 0 2.2.3 : 0	2.2.1 : 100 dont 20% dirigés par des femmes 12/2025 2.2.2 : 60 - 12/2025 2.2.3 : 50 – 12/2025	2.2.1 : Entretiens téléphoniques avec des start-up 2.2.2 : supports/rapports par des jeunes entreprises expliquant leur innovation 2.2.3 : Documents de supports de présentation	Le Gouvernement reste engagé à soutenir la création ou le renforcement des start-up. Le prix du cacao et celui d'autres produits agricoles concernées par cette action restent stables et les secteurs attractifs pour les start-up à s'engager dans ces filières.
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3 : Les capacités des start-up/MPME à développer et commercialiser des solutions numériques susceptibles de contribuer à la modernisation et à l'innovation des filières de l'agriculture durable, de la transition bas-carbone et de la RSE sont renforcées.	2.3.1 : Nombre de start-up/MPME accompagnées par l'UE dans le développement et commercialisation de solutions numériques susceptibles de contribuer à la modernisation et à l'innovation des filières de l'agriculture durable, de la transition bas-carbone et de la RSE, ventilés par sexe (du fondateur/de l'entrepreneur).	2.3.1 : 0	2.3.1 : 30 – 12/2025	2.3.1 : Entretiens avec start-up/MPMEs	Le Gouvernement reste engagé à soutenir les efforts de modernisation des filières agricoles et des secteurs clés pour la transition bas-carbone. Les acteurs de l'écosystème restent intéressés à moderniser/optimiser les filières et leurs entreprises, y compris dans une perspective RSE.

(*): Ils seront quantifiés au démarrage du projet, lors de la préparation de la ligne de base

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre applicable à la modalité du projet

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹¹.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions : (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

Deux subventions sont prévues pour répondre à l'objectif spécifique 1: « les conditions pour l'appropriation de la RSE par le secteur privé ivoirien sont améliorées ».

b) Type de demandeurs visés

- Une organisation faitière du secteur privé (pour les résultats 1.1 « *Le cadre légal et réglementaire de la RSE est favorable à la RSE* » et 1.2 « *La structuration des organisations du secteur privé autour de la RSE est renforcée* »), sélectionnée **sur la base des critères suivants** :
 - regroupe les entreprises européennes présentes en Côte d'Ivoire ;
 - dispose d'une expérience de travail spécifique dans la RSE en Côte d'Ivoire ;
- Un opérateur financier privé (pour le résultat 1.3 « *Un écosystème d'entreprises engagées dans la RSE est soutenu* »), sélectionné **sur la base des critères suivants** :
 - spécialisation dans les investissements d'impact dans l'Afrique de l'Ouest et/ou en Côte d'Ivoire dans les petites et moyennes entreprises ;
 - possède une expérience solide de travail en partenariat avec des opérateurs financiers de la région dans le soutien financier et technique des petites et moyennes entreprises ;

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, les subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions à :

- « **Eurocham Côte d'Ivoire** » (organisation faitière du secteur privé)

¹¹ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi de subventions sans appel à propositions est justifié au bénéfice d'organismes se trouvant dans une situation de monopole de droit ou de fait (conformément à l'article 195.c du règlement financier) car Eurocham :

- Est la seule organisation faitière qui représente les entreprises de toute l'Union européenne en Côte d'Ivoire. Elle compte environ 200 membres.
- Dispose d'un positionnement et d'une reconnaissance politique stratégique et unique pour accompagner le processus de dialogue public-privé sur les questions de RSE – notamment grâce aux actions engagées via le programme « S'investir Ensemble » de l'Union européenne ;
- « **Groupe I&P** » (opérateur financier privé)

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi de subventions sans appel à propositions est justifié car l'action présente des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique, de sa spécialisation ou de son pouvoir administratif (conformément à l'article 195.f du règlement financier).

Le Group I&P:

- Est le seul groupe en Côte d'Ivoire qui dispose d'un fonds d'impact qui finance des petites entreprises à travers des investissements en capital de petite taille (de 10 000 € à 3 M€)¹², ce qui est le plus adapté aux PME ivoiriennes ciblées par l'action.
- Est le seul groupe qui prévoit un mécanisme d'avances remboursables pour les investissements en capital.
- Est le seul groupe qui dispose d'un fonds d'impact qui finance spécifiquement les entreprises qui s'engagent dans une démarche d'amélioration de l'impact de leur modèle de business en matière d'environnement, social et de gouvernance (ESG).
- I&P a déjà développé une méthodologie et un parcours d'accompagnement des entreprises qui souhaitent intégrer la RSE, parfaitement en ligne avec les objectifs de cette action.

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ). Cette mise en œuvre concerne les activités relatives à l'objectif spécifique n° 2 et les produits y afférents. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : expérience précédente dans la gestion et mise en œuvre d'actions similaires dans des domaines pertinents ; valeur ajoutée due à l'expérience précédente avec les acteurs du secteur privé, notamment avec les partenaires identifiés pour cette action ; capacité opérationnelle et financière.

La GIZ coopère avec le Groupe Orange Middle East and Africa dans un projet de partenariat de développement dans le cadre du programme develoPPP. Il s'agit d'un programme du BMZ, qui soutient les initiatives durables des entreprises privées. En Côte d'Ivoire le partenariat est soutenu par l'Initiative spéciale Formation et emploi, qui opère sous l'égide Invest for Jobs. La mise en œuvre sera par ailleurs effectuée en étroite collaboration avec la Fondation Orange Côte d'Ivoire.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.5.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec l'entité envisagée et l'entité de remplacement, la modalité de mise en œuvre choisie sera la gestion directe (subvention). Des appels à propositions spécifiques, suivant l'objectif spécifique

¹² Le « tickets » des autres investisseurs en capital sont supérieures à 5 M€.

2 décrit à la section 3.1, seront lancés avec des critères et expériences focalisés sur la sélection d'une organisation qui ait une expérience d'intervention dans le secteur du numérique (renforcement des compétences numériques et accompagnement de start-up), à la fois auprès des gouvernements et du secteur privé, elle connaîtra les mécanismes de suivi évaluation, elle aura une très bonne connaissance du contexte ivoirien et une capacité prouvée à travailler de façon inclusive et sans conflit d'intérêts avec les bénéficiaires de l'appui.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3		
OBJECTIF 1 : les conditions pour l'appropriation de la RSE par le secteur privé ivoirien sont améliorées composé de	4 850 000	
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	4 850 000	
OBJECTIF 2 : L'employabilité des jeunes dans le domaine du numérique est améliorée composé de	4 900 000	2 700 000 EUR
Gestion indirecte avec Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) - cf. section 4.4.2	4 900 000	2 700 000 EUR
Evaluation – cf. section 5.2	250 000	N/A.
Audit – cf. section 5.3		
Provision pour dépenses imprévues	N/A	N/A.
Totaux	10 000 000	2 700 000 EUR

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage et un comité technique assureront la gouvernance du projet.

Le comité de pilotage assurera le suivi stratégique de l'action. Il se réunira deux fois par an pour examiner le programme de travail annuel et suivre l'avancement de la mise en œuvre. Il sera composé des représentants de la Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, des autorités ivoiriennes directement impliquées et des représentants du secteur privé. Les partenaires de mise en œuvre seront observateurs et assureront le secrétariat.

Le comité technique se réunira 1 fois par trimestre pour programmer et suivre dans les détails la mise en œuvre du programme de travail tel que validé par le comité de pilotage. Il sera composé des représentants de la Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, des autorités ivoiriennes directement impliquées, des représentants du secteur privé et des partenaires de mise en œuvre. Ces derniers assureront le secrétariat.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

- Les partenaires de mise en œuvre mèneront en amont des études pour préciser les secteurs d'intervention pour la composante numérique (type de filière agricole et du vivrier, type de secteur intéressé par la transition verte) et les besoins y afférents.
- Les partenaires de seront en charge de la collecte des données correspondants aux baselines, objectifs, indicateurs et cible telle que défini dans la matrice de cadre logique. Un accent particulier sera mis sur la collecte de données sexospécifiques, et une analyse genre devra être conduite au préalable afin de mieux rendre compte de l'ampleur des inégalités de genre et les adresser de manière efficace. Les données seront également désagrégées par tranches d'âge et handicap. Des statistiques devront être régulièrement disponibles sur les personnes en situation de vulnérabilité bénéficiant de l'action.
- Tout suivi et évaluation analysera la manière dont l'action tient compte de l'égalité des genres et d'une approche basée sur les droits humains.
- Un exercice ROM sera réalisé tous les deux ans sur l'action et ses différentes composantes.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait qu'il s'agit d'une action innovante qui pourrait être répliquée à plus grande échelle en fonction des résultats obtenus et des leçons apprises des appuis à l'administration publique, au secteur privé et à la société civile.

Dans le cas d'une initiative « Team Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Des expertises en matière de droits humains et du genre seront incorporées dans l'équipe d'évaluation, afin d'évaluer le progrès a) par rapport à la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Action, et b) les résultats obtenus en matière de la promotion de l'égalité et des droits humains. Il sera également évalué dans quelle mesure l'Action a pu mettre en application les cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains (appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des

évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Objectif / produits « Composante RSE – résultat 1.1, 1.2 et 1.3 » 4 850 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Objectif / produits « Composante numérique » 4 900 000 EUR